



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 21 juin 2016

Hollande et Valls veulent museler la contestation Ils n'y parviendront pas !

Incapables de faire taire la contestation contre la loi Travail, Hollande et Valls ont menacé d'interdire les manifestations suite aux « violences » qui les ont accompagnées. Comme par hasard... L'Euro de football n'a-t-il pas donné lieu à des débordements autrement violents, comme ces affrontements à Marseille entre hooligans russes et anglais ? Hollande, Valls ou Cazeneuve ont-ils menacé d'interdire l'Euro de football ? Que non ! Quand le gouvernement refoule des Anglais, c'est parce qu'il s'agit d'un convoi humanitaire destiné aux migrants de Calais comme il a osé le faire samedi dernier, interdisant au convoi de quitter Douvres !

A Toulouse, alors que l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires avait prévu une manifestation ce lundi 20 juin, la préfecture a demandé à l'intersyndicale de changer de date sous peine d'interdiction. Motif : Toulouse attend des supporters russes ce jour-là... Ce n'est pas l'Euro que le Préfet pointe du doigt mais les manifestations !

Les violences dans les manifs ? Parlons-en

Bernard Cazeneuve a eu le culot d'accuser la CGT d'avoir « pris violemment à partie les forces de l'ordre »... Mais tous ceux qui ont participé aux manifestations contre la loi Travail depuis trois mois ont pu voir une police provoquant les incidents pour mieux pouvoir riposter avec gaz, matraques et interpellations.

Les grandes chaînes de télé, manifestement aux ordres, n'ont montré de la grande manifestation nationale du 14 juin à Paris que des nuages de gaz et, en boucle, les « dégradations » commises à l'hôpital Necker, laissant entendre que les vitres caillassées en rez-de-chaussée étaient celles des salles d'opération – ce qui est complètement faux.

C'est un tout autre tableau que montrent les images qui circulent sur Internet. Oui, un certain nombre de manifestants s'en sont pris aux devantures de banques, d'assurances, à des panneaux publicitaires. Quoi qu'on puisse en penser, il est clair qu'il s'agissait pour eux d'objectifs très ciblés, symboles de ces grands groupes que défendent le Medef et le gouvernement, même si ces bris de vitrines ne font guère peur aux capitalistes. Hôpitaux ou services publics n'étaient certainement pas visés !

Et puis, ce n'est pas comme s'il n'y avait jamais eu des policiers en civil agissant en agents provocateurs ! En 1995 et 2003, les services d'ordre syndicaux en avaient interpellé munis de leur carte trico-

lore ! Dans des manifestations récentes, certaines photos mises en ligne (par exemple « reporter.net ») sont sans ambiguïté !

En revanche, le 14 juin, à Paris, pour un manifestant « ordinaire », il était impossible de sortir du cortège, par exemple pour se mettre à l'abri des gaz policiers : des cordons de robocops bloquaient les rues adjacentes, « nassant » véritablement la manifestation. Et, aux quelques endroits où les manifestants étaient autorisés à partir, les flics leur faisaient enlever badges, autocollants et T-shirts à slogans.

De quel droit ? Pour qui Valls et Hollande se prennent-ils ? Poutine ? Erdogan ? Croient-ils que nous allons accepter de nous laisser bâillonner ?

Les raisons de la colère...

Malgré la véritable intoxic du gouvernement et des grands médias, rien n'y fait. Près des deux tiers de la population continuent à vouloir le retrait de la loi. Or le gouvernement s'arcoute et montre les dents. Parce qu'il a peur.

Peur que, s'il retire sa loi, le monde du travail se sente ragaillardi, reprenne confiance et commence à mettre sur le tapis tout ce qui ne va pas. Et les motifs de colère ne manquent pas, qu'il s'agisse des salaires – on s'en sort de plus en plus mal –, des conditions de travail, de plus en plus contraignantes, avec un patronat toujours plus arrogant. Les organisations syndicales ont maintenu l'appel à manifester contre la loi Travail jeudi prochain, le 23 juin.

Quelle que soit la décision finale du gouvernement, son attitude et ses menaces nous donnent plus que jamais envie de nous battre et d'occuper les rues pour exiger le retrait de la loi Travail !

Vigie-patron pirate

La semaine dernière, une valise suspecte garée au parking à vélos près des locaux syndicaux a entraîné le blocage de l'entrée du site et de la cantine pendant 2 heures. « *Encore un coup de ces terroristes de syndicalistes bloqueurs* » se préparait à annoncer Manuel Valls. Caramba, encore raté !

C'était une fausse alerte. Après une petite explosion pour ouvrir la valise et un mail anxieux envoyé hier, nous voilà rassurés : la direction nous protège des valises anodines. Tout en essayant d'exploser l'ensemble du droit du travail !

Ca va faire boum

Les ventes de Renault ont explosé en mai avec une hausse de 34% en France par rapport à 2015. On comprend mieux comment certains peuvent s'octroyer 8 millions d'euros pour un mi-temps ou des primes de « performance » à 20 000 euros pour les ex-PPGistes. Pour ceux qui créent ces richesses qui vont gonfler les comptes en banque des actionnaires et des dirigeants, c'est AGS 0% depuis 4 ans mais la cocotte-minute bout.

Et il risque d'y avoir quelques dégâts collatéraux quand la colère va exploser !

Les primes ne remplaceront pas les AGS

Voyant que le serrage de nos ceintures commence à mal passer face aux rémunérations indécentes de nos dirigeants et des actionnaires et aux ventes en hausse, la direction préparerait une prime exceptionnelle de 1000 euros début 2017. Bien sûr sous condition d'obtention de marge opérationnelle et de chiffre d'affaires. Et dans un timing pas innocent parce que prévue au moment où elle essaiera de nous serrer la vis avec un nouvel accord de compétitivité.

Quoi qu'il arrive, on ne tombera pas dans le panneau : pour nous, le minimum après des années de blocage des salaires, c'est 300 euros en plus par mois pour tous, salarié Renault et prestataires.

Un prestataire pas prêt à se taire

Le prestataire, viré du Technocentre en mars 2016 pour avoir envoyé un mail aux syndicats Renault, a saisi les Prud'hommes pour licenciement abusif.

Suite à l'intervention de la direction Renault auprès de sa société Eurodécision, il avait d'abord été éjecté du Techno, puis licencié. Son patron lui reproche une vidéo diffusée où on entend celui-ci affirmer que Renault surveille les mails des syndicats et que les prestataires ne doivent pas s'adresser aux syndicats de Renault. Une interdiction illégale, qui porte atteinte aux droits des prestataires et à la liberté syndicale.

Ce licenciement vise à faire pression sur tous les salariés, prestataires et Renault. L'audience aura lieu aux Prud'hommes de Versailles le 1^{er} juillet à 9h. Elle est ouverte à tous : salariés Renault et prestataires qui veulent le soutenir !

Coupe de printemps

Le parking Forestiers n'a jamais aussi bien porté son nom : la végétation y est de plus en plus luxuriante et il faut baisser la tête pour marcher dans certaines allées tout en prenant gare à ne pas s'accrocher aux ronces. La direction ferait mieux de donner les moyens aux jardiniers de travailler plutôt que de multiplier les opérations de com' pour qu'on découvre notre site.

Et en plus, ça ferait une nouvelle casquette à notre chef de centre, celle de garde-champêtre...

L'espace Jacadi

Le nouveau chef de service du L38/45 veut marquer son territoire. Alors, il prévoit de tout changer : un espace café bien en vue depuis son bureau et un open-space bien qu'il n'y ait pas de réclamation contre les bureaux actuels. Tout cela alors qu'il y aurait bien d'autres priorités, des toilettes qu'il faudrait rénover aux murs à repeindre.

L'épisode aura au moins permis à « Moi-Je » de gagner un surnom à peine arrivé...

On n'est pas fatigué !

La direction de la Sovab à Batilly a compté 479 grévistes le 14 juin sur 2300 salariés, soit un taux de grévistes de 21 %. Une forte mobilisation, à poursuivre et amplifier sur tous les sites Renault.

La loi Travail est toujours rejetée par plus de 60 % de la population. Prochain rendez-vous : jeudi 23/06 pour la manifestation parisienne. Tous ensemble contre la loi Travail !

« Une autre, une autre ! »

On a eu le droit à tous les arguments pour que cesse la mobilisation contre la loi Travail : les examens universitaires, les inondations, le bac, l'Euro 2016... On en reprendra bien un pour la route ? La maire de Paris l'a trouvé : les... soldes.

Et oui, il ne faudrait surtout pas que les manifs les contrarient. Surtout qu'avec toutes ces régressions sociales, sans les soldes, on aura du mal à vivre !

Vos idées aussi sont les bienvenues

Nous remercions tous les salariés qui ont versé à la collecte pour que le bulletin continue à vivre.

Et si vous avez des infos à faire connaître, n'hésitez pas à vous adresser à nos diffuseurs, le bulletin vous est ouvert !